



Jeudi 11 décembre au siège de l'Humanité

PIERRE GATTAZ Mais non, pas du tout ! C'est là où j'insiste, j'ai géré durant vingt ans ma société Radiall en me posant une unique question : comment garder mes quatre usines françaises dans un marché parti principalement en Chine ? J'ai perdu 40 % de mon chiffre d'affaires entre 2001 et 2002 mais, dix ans après, j'ai cinq usines en France. Mon chiffre d'affaires à l'exportation, c'est 90 %. Mais j'ai préservé le travail, j'ai préservé mes salariés français, et je les ai fait monter en gamme. Chez Radiall, 75 ou 80% des profits sont réinvestis dans la technologie, la formation des salariés, dans la recherche-développement, principalement en France. Une boucle vertueuse s'est donc développée pour préserver les usines et les salariés français afin qu'ils donnent le meilleur d'eux-mêmes, et ça marche. Deuxième point de convergence, à propos du salaire et du pouvoir d'achat. Je veux des salaires nets les plus élevés possibles, mais vous avez une masse de charges qui représente 600 milliards, et que vous nommez salaire différé. Moi, je pense que c'est un bousin qui n'est pas géré. Qui finance cette masse ? Ce sont les impôts que nous payons...



« Il faut impérativement que ce travail soit compétitif, dans une économie ouverte et mondialisée. »

PIERRE GATTAZ



« Le travail n'est pas un coût, c'est l'origine de toute la richesse créée. »

PIERRE LAURENT

PIERRE LAURENT Il y a un problème sérieux, quoi que vous en disiez, de gâchis dû au coût du capital. Qu'est-ce qui justifie cette augmentation continue des dividendes ? Sûrement pas l'efficacité des entreprises ! Vous répétez sans cesse qu'il faut baisser la dépense publique, mais regardez plutôt l'efficacité de cette dépense, car il y a une dépense inefficace : celle qui consacre de plus en plus d'argent à compenser des exonérations et des niches fiscales sans effet en matière d'emploi... Je récusé donc vos propos sur le coût du travail. Nous ne rendrons pas les entreprises françaises compétitives en laissant les jeunes à la porte de l'entreprise et en faisant travailler plus longtemps les seniors. Il faut investir dans le travail, la formation et la qualification, et pas seulement dans le haut de gamme. Nous devons cesser de sacrifier des pans entiers de notre industrie avec ses métiers de base, au point d'être devenus complètement dépendants de l'étranger pour la machine-outil et les biens d'équipement. Il faut aussi changer les règles du marché pour permettre à tous un développement équilibré et des coopérations, faute de quoi nous irons vers des tensions internationales croissantes. Il y a donc une cohérence à changer les choix de gestion dans l'entreprise.

Nous devons envisager un autre type de «mondialisation» fondée sur le partage. La France et nos entreprises devraient être actives dans ce domaine. Pour cela, il faut commencer par reconnaître plus de droits aux salariés. Vous dites que l'entreprise est une communauté humaine, mais aujourd'hui, ceux qui sont les plus nombreux – les salariés – n'ont jamais leur mot à dire sur les choix de gestion.

PIERRE GATTAZ Il faut cultiver, par la formation, l'employabilité permanente. Dans le futur, un salarié connaîtra sans doute au cours de sa carrière trois, quatre, cinq, sept métiers. L'important est de ne pas rester au chômage longtemps durant ces transitions. Il y aura des crises, des montées et des baisses de marchés. Le modèle danois de flexisécurité est intéressant sur ce point. Vous évoquez les métiers en tension, il y a 400 000 emplois non pourvus en France face à 3,3 millions de chômeurs. Vous avez raison, ces métiers sont pestiférés, je dirai.

PIERRE LAURENT Comment voulez-vous y arriver avec 84% d'embauches en CDD ?

PIERRE GATTAZ Merci de cette question : pourquoi a-t-on ce taux de CDD ? Parce que le patron, ça va vous faire mal aux tympans, a peur d'embaucher en France. Des petits patrons me disent : « J'ai eu quatre salariés, et bien j'ai eu quatre prud'hommes. Ne comptez plus sur moi pour embaucher. » Il faut impérativement sécuriser ou clarifier les conditions dans lesquelles nous pouvons nous séparer de nos salariés en CDI.

PIERRE LAURENT À quel salarié allez-vous faire croire qu'en supprimant toutes les garanties sociales vous allez libérer la possibilité d'embaucher ? Ce que vous allez

libérer, c'est la possibilité de licencier. Nous, nous proposons depuis très longtemps de construire une nouvelle branche de la Sécurité sociale qui permettrait aux salariés, quand ils doivent changer d'emploi, de ne pas passer systématiquement par la case chômage. On pourrait très bien, plutôt que de dépenser de l'argent dans une indemnisation du chômage de plus en plus inégale et injuste, investir dans un système de sécurité d'emploi et de formation.

PIERRE GATTAZ Sur le constat final, on est à peu près d'accord, mais pas sur le moyen d'y arriver. Il y a deux choses à régler en France : il y a la peur des salariés de se faire licencier et la peur des patrons d'embaucher. Il faut trouver des moyens de les faire baisser. C'est ce que nous avons fait dans l'accord interprofessionnel des partenaires sociaux en décembre : nous avons essayé de pousser des droits supplémentaires, comme le compte personnel de formation. Qu'est-ce que je fais au niveau de Radiall ? Je fais des classes en entreprise depuis dix ans. J'emmène des professeurs et des classes, une fois par an, trois jours dans mes usines. Ils font classe de français, de philo et de maths avec les profs qui viennent pendant deux heures. Je fais des groupes de 6 élèves et ils vont voir mes salariés, mes décolleteurs. Le décolleteur explique l'amour de son travail, il explique la précision, il décolle à dix microns. C'est une pièce qui va dans l'horlogerie, dans un satellite. Il explique son métier avec passion. C'est tout ça, la vraie vie. Et au bout de trois jours, vous avez des enfants qui voient des métiers d'ingénieurs, de techniciens, d'ouvriers professionnels qui sont des artistes dans leur métier. L'entreprise, ce n'est pas Germinal ou Zola, ce n'est pas vrai. Les ingénieurs tutoient les ouvriers, on s'entraide sur des projets, c'est propre par terre, l'entreprise, c'est bien. Aimons l'entreprise.

PIERRE LAURENT Vous n'allez pas m'expliquer à moi qu'il faut respecter la classe ouvrière. Le monde de la création, le monde ouvrier, le monde du travail, c'est l'ADN des communistes. Et c'est pour ça d'ailleurs que je revendique notre propre parole sur la question de l'entreprise et que je récusé le monopole patronal sur cette question. Vous avez évoqué l'Allemagne. Vous savez très bien que si l'Allemagne a maintenu un niveau de production industrielle bien supérieur au nôtre, c'est pour plusieurs raisons. Ils ont mieux protégé le travail et la rémunération du travail dans l'industrie. Ils ont su mettre leurs services bancaires au service du développement industriel. Où sont les banques françaises quand il s'agit de faire un tour de table pour sauver une entreprise industrielle française ? Et enfin, ils ont continué à développer une politique de filières que nous avons totalement abandonnée. Les grands donneurs d'ordres français, ceux du CAC 40, se comportent comme des groupes qui rançonnent toute la filière, les salariés en dernière instance, et aussi leur PME. Donc plutôt que de montrer sans cesse le travail comme un

problème, comme un coût, nous devrions plutôt défendre ce travail et nous attaquer à ces problèmes structurels. Nous avons un capitalisme qui, en France, est en grande partie un capitalisme rentier.

PIERRE GATTAZ Il y a des excès et des problèmes à régler en France. Des directions d'achat qui pressurisent les PME qui utilisent le CICE, ça existe, maintenant est-ce que c'est 100 %, 95 % ou 1 % ? Au Medef, on regarde les excès à chaque fois. Le CAC 40, c'est un porte-avions qui entraîne de plus en plus des PME et des ETI. Il y a quelques années, on a créé le pacte PME, avec le patron de Schneider Electric, pour motiver nos grandes entreprises à chasser en meutes, c'est-à-dire à pousser leurs PME, leurs ETI dans leur sillage. Ça fonctionne. Nous allons continuer ce combat. Les banques françaises ont été les plus vertueuses au monde dans la crise de 2007-2008. Pour autant, nous n'allons pas tout attendre des banques. Au Medef, on pense qu'en dehors des banques, il faut utiliser toutes les autres sources de financement : le crowdfunding, source de financement sur Internet, est intéressant. Si vous avez 1000 personnes qui mettent 15 euros, ce n'est pas énorme pour une start-up, mais c'est un début. C'est un système attractif parce que plus il y aura d'employeurs, plus nous aurons la chance de créer des emplois. C'est mécanique. Personne ne m'a démontré le contraire pour l'instant mais peut-être allez-vous le faire. Il faut donc absolument que ces gens qui arrivent avec peu, voire pas de moyens, puissent trouver des capitaux. Il faut également développer les fonds de pension à la française et une fiscalité incitative pour que les gens puissent mettre 2000 euros dans une boîte sans que tout le bénéfice du risque pris soit confisqué en impôt.

PIERRE LAURENT Votre indulgence à l'égard du système bancaire est très étonnante. Car il y a effectivement un énorme problème de financement de l'économie. Le système bancaire joue un rôle malheureusement très important. Nous devons reprendre la main pour piloter différemment l'utilisation de ces fonds du système bancaire et d'épargne. D'ailleurs, le problème est aussi européen. L'« indépendance » consacrée de la Banque centrale européenne est une aberration. On oblige et les entreprises et les États à aller se refinancer à des coûts prohibitifs sur le marché alors qu'on pourrait très bien financer autrement. Quant à la fiscalité, vous prétendez qu'elle ne pèse pas assez sur la consommation et qu'on pourrait augmenter la TVA alors que la fiscalité sur le capital est affreuse et insupportable. La réalité des recettes fiscales de l'État, c'est l'exact inverse. La TVA est de loin la première recette fiscale, elle rapporte deux fois plus que l'impôt sur le revenu et six fois plus que l'impôt sur les sociétés. Nous avons une fiscalité d'une injustice totale au travers de laquelle passent des richesses considérables. Je suis le premier à penser qu'il faut repenser totalement la fiscalité française et remettre à plat toutes les niches et toutes les exonérations fiscales accumulées ces dernières années et qui n'ont donné aucun résultat en matière d'emploi.

PIERRE GATTAZ Nous avons un point de divergence majeur sur la fiscalité.

PIERRE GATTAZ Nous avons un point de divergence majeur sur la fiscalité.



2 QUEL RÔLE DE L'ÉTAT POUR PILOTER ET STIMULER L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ?

PIERRE GATTAZ De 1200 milliards d'euros aujourd'hui, la sphère publique augmente de 50 milliards par an grosso modo, et représente 57% du PIB. Qui paye ? C'est l'entreprise en fine, celle qui crée de la richesse. L'entité qui paye les missions régaliennes, c'est l'entreprise. Le domaine de l'État doit se limiter à ses fonctions régaliennes. Il faut revenir à un niveau de dépense qui s'approcherait de 50% du PIB dans un premier temps. Et contrairement à ce que vous dites, pour moi, effectivement, nous avons une fiscalité qui est inversée. Nous avons une TVA à 20% au taux maximum, alors que dans les pays à haute protection sociale que sont les pays du nord de l'Europe, vous êtes à 23, 24, 25 et jusqu'à 27%. Nous sommes en compétition avec la moyenne européenne. Et le coût du travail montre en effet que, depuis 2000, nous étions à 8% de moins en taux horaire par rapport aux Allemands, nous sommes aujourd'hui à plus 12%. Et les 35 heures sont passées par là. On a donné 10% de plus aux gens en temps, sans baisser les salaires. C'est un problème. Ensuite, je terminerai par le capital et l'épargne. Tous les rapports du monde l'expliquent : quand vous mettez 10000 euros dans une entreprise, il faut que votre taxation soit simple et connue si vous revendez. Or, aujourd'hui, ce n'est pas motivant, parce que la taxation des plus-values est compliquée, donc c'est décourageant. Après, vous avez ce problème des dividendes. Je réinsiste, la question des dividendes qui est très diabolisée en France, c'est la rémunération d'un risque. Donc, je veux bien tout ce que vous voulez, mais toutes les PME et toutes les TPE pour acheter des robots ont besoin de fonds propres. Ces fonds propres sont apportés par des actionnaires. Ces actionnaires, idéalement, ça devrait être nos salariés. Et je suis très content parce qu'on a poussé ça, d'améliorer la fiscalité de l'épargne des salariés, d'améliorer la possibilité pour nos salariés d'être actionnaires. C'est dans la «loi Macron», et je m'en félicite.

PIERRE LAURENT L'impôt n'est pas là pour payer la «dépense publique» mais sert au contraire à investir dans des domaines où justement l'entreprise ne le fera pas. Et dans des domaines qui participent au développement de la collectivité nationale. Nous avons besoin d'impôt pour financer le système d'éducation, pour soutenir les infrastructures, dont d'ailleurs les entreprises se servent, que ça soit les routes, le ferroviaire, les installations portuaires... Donc l'impôt n'est pas une charge. Je ne méprise pas le rôle de l'entreprise, c'est un lieu de création, mais l'entreprise ne résume pas non plus toute la société. Faire maigrir brutalement l'investissement public, comme vous le proposez, ne va faire que dégrader la situation. Ensuite, on ne travaille pas trop en France. Il n'y a pas assez de gens qui travaillent, et la productivité des travailleurs français est extrêmement élevée. Nous laissons à l'écart du travail une part croissante de la société française. Enfin, vous rendez hommage à la «loi Macron», car elle va dans votre sens, après le CICE qui, jusqu'à preuve du contraire, n'a pas produit de résultat probant en matière de créations d'emplois. Avec cette loi, on va déréglementer le marché du travail, flexibiliser encore davantage, mais sans résultat efficace sur l'activité économique.

3 LE GOUVERNEMENT VALLS, UN GOUVERNEMENT MEDEF COMPATIBLE ?

PIERRE GATTAZ Non, je ne le sens pas du tout comme ça. Il faut que l'on dépasse le débat gauche-droite, parce qu'il est obsolète. Ni l'entreprise, ni l'économie de marché, ni la mondialisation, ni le dialogue social ne sont une affaire de gauche ou de droite. Il faut avoir la lucidité de voir le monde qui tourne et qui bouge et qui est en mutation accélérée, et d'en finir avec des postures, des dogmes et des idéologies. Nous avons travaillé au Medef sur notre projet « France 2020, faire gagner la France ». C'est une France qui retrouve de la croissance et c'est une France du plein-emploi. Car je suis persuadé qu'en France, on peut retrouver le plein-emploi : moins de 7% de chômeurs. C'est mon obsession absolue. Et concernant le travail du dimanche, il faut demander à nos consommateurs et à nos salariés. Sur les Champs-Élysées, j'ai vu des jeunes femmes salariées qui pleuraient parce qu'on les interdisait de travailler après 21 heures : c'est quand même scandaleux d'en arriver là ! Ça ne vous aurait pas ému ?

PIERRE LAURENT Vous ne pouvez pas dire ça ! Allez dans la grande distribution : qui empêche les caissières de travailler à temps plein ? Ce sont les patrons de la grande distribution, qui multiplient les contrats à temps partiel. Toutes les enquêtes le montrent !

PIERRE GATTAZ Vous parlez de travail subi, alors que moi, je dis qu'il faut s'adapter aux demandes de ces jeunes femmes qui veulent travailler après 21 heures parce qu'elles touchent des primes ou des salaires augmentés de 25 %.

PIERRE LAURENT Mais leurs salaires sont bloqués !

PIERRE GATTAZ Ça c'est complètement faux, si vous travaillez après 21 heures sur les Champs-Élysées, votre salaire sera augmenté.

PIERRE LAURENT Allez discuter avec les salariés du commerce et vous verrez ce qu'ils vous diront sur leur salaire !

PIERRE GATTAZ Je suis pour le travail le dimanche et après 21 heures sur volontariat des salariés quand cela a du sens. Amazon fait 25 % de son chiffre d'affaires le dimanche. La consommation, c'est de la création de richesses, c'est de l'emploi. Nous avons estimé que si on ouvrait certaines zones touristiques, pas partout, et avec autorisations des maires, les Chinois n'iraient plus faire leurs courses à Londres, à Madrid ou à Amsterdam.

PIERRE LAURENT L'avenir de nos sociétés n'est pas de travailler en permanence, jours, nuits et dimanches. Concernant le volontariat des salariés, vous savez très bien que c'est une fable. Les salaires sont tellement bas dans le commerce – et ils sont de fait bloqués – les temps partiels sont tellement imposés, que certains acceptent, mais ça n'a rien à voir avec le volontariat. Il y a des choix de société qui ne sont pas les mêmes. Ce n'est donc pas aux chefs d'entreprise d'imposer leurs volontés.

« Dans le futur, un salarié connaîtra sans doute au cours de sa carrière jusqu'à 7 métiers. »

« Il faut développer les fonds de pension à la française. »

PIERRE GATTAZ